

tante, et d'une conduite bien entendue de leurs affaires. Il est presque impossible à des cultivateurs ordinaires d'améliorer leur condition, sur des terres épuisées, sans quelque avance pour commencer. Il ne leur faudrait peut-être pas une grande somme pour les mettre en état d'améliorer leur condition en peu de temps, mais toujours leur faudrait-il quelque chose, et pour subvenir à ce besoin, nous avons suggéré l'introduction en Canada du système des Associations de Crédit Agricole comme devant être très avantageux au pays, en mettant les agriculteurs généralement en état de faire les améliorations nécessaires.

L'Assemblée Représentative de l'Etat de New-York a proposé les "Résolutions" suivantes, au sujet d'un département séparé du Gouvernement pour veiller spécialement aux intérêts de l'Agriculture :

*Résolu, (si le Sénat concourt,)* Que le peuple de l'Etat de New-York regarde l'Agriculture comme une des principales occupations du peuple Américain, et comme méritant éminemment, en conséquence, l'attention et les soins du Gouvernement fédéral.

*Résolu, (si le Sénat concourt,)* Que le peuple de cet Etat désire ardemment qu'il soit établi, dans le Département de l'Intérieur, un Bureau d'Agriculture, pour recueillir et répandre des connaissances usuelles sur des sujets agricoles, et pour telles autre fins propres à avancer les intérêts, à accroître la richesse, et à assurer la prospérité générale de la population rurale des Etats-Unis.

*Résolu, (si le Sénat concourt,)* Que nos Sénateurs et nos Représentans au Congrès soient priés respectueusement de faire tous leurs efforts pour procurer l'établissement et l'opération utile d'un tel Bureau.

Les habitans de l'Etat de New-York paraissent donner à l'Agriculture, par l'organe de leurs représentans, toute l'importance qu'elle a réellement. Nous souhaiterions que les habitans du Canada suivissent en cela l'exemple de ceux de New-York, de même qu'en tout ce que font ces hommes énergiques pour perfectionner et faire fleurir l'Agriculture. Notre

présence à la grande Foire de Syracuse, en septembre dernier, nous a démontré d'une manière claire combien toute la population de l'Etat de New-York, et dans le fait, de tous les Etats du Nord, s'intéresse à la prospérité de l'Agriculture et à tout ce qui peut en favoriser le progrès. Il n'en est pas là comme chez nous, où tout le monde avoue de bouche que l'Agriculture est une chose importante, mais où presque personne ne paraît disposé à aller au-delà de cet aveu. Il y a certainement des exceptions à cette règle; mais ce que nous regrettons de voir ici, autant que nous en pouvons juger par comparaison à ce qui se passe chez nos voisins des Etats-Unis, c'est l'absence d'une disposition générale à travailler à la prospérité du principal intérêt du Bas-Canada. S'il y en a qui peuvent se rendre compte de ce fait, nous avouons que nous ne sommes pas de ce nombre. On ne cesse de parler de l'énergie, de l'industrie, de la persévérance et de la marche en avant des citoyens des Etats-Unis, et il faut avouer que sous ces rapports, ils sont dignes de tout éloge. Mais pourquoi ne les imitons-nous pas? pourquoi ne nous efforçons-nous pas de les surpasser, de les égaler du moins, par les bonnes qualités que nous louons en eux? Ce serait certainement une concurrence honorable, et nous ne voyons rien sous le ciel qui puisse nous empêcher de nous engager dans cette lutte honorable, si ce n'est la volonté de ne le pas faire. En même temps que nous reconnaissons chez nos voisins des Etats-Unis des qualités estimables, ou de bonnes dispositions naturelles, nous ne pouvons avouer qu'il y ait chez nous, sous quelque rapport que ce soit, quelque infériorité qui nous empêche d'être leurs rivaux dans la tâche honorable et patriotique de l'amélioration de l'état de notre pays, avec la perspective du succès, si nous commençons la lutte avant que voisins aient pris trop d'avance sur nous. Il nous peinerait d'avoir à supposer que le sort nous ayant placés au nord du 45<sup>e</sup> parallèle de latitude, nous serions devenus par là inférieurs